

« Il faut transformer son archipel en continent »

Interview de Robert Boyer, économiste à l'EHESS et à l'Institut des Amériques

- **Vous ne semblez pas très optimiste quant à l'essor de l'économie sociale et solidaire alors que vous dites qu'elle est un vrai un projet politique de transformation des sociétés et que de plus en plus de citoyens aspire à cette transformation. Qu'est-ce qu'elle a loupé, ou qu'est-ce qu'elle est en train de louper, pour ne pas être plus reconnue et plus soutenue ?**

L'échec majeur tient au fait que le projet émancipateur qu'est l'ESS n'est quasiment plus présent dans les discussions concernant les grands enjeux contemporains. Silencieusement, jour après jour, coopératives, mutuelles et associations maintiennent un lien social que la concurrence met à mal et que les interventions publiques ne parviennent plus à préserver. Pourtant cette composante de la politique économique semble aller de soi et, pour l'essentiel, les controverses portent sur le dosage entre Etat et marché. Dans l'histoire longue, on observe un récurrent mouvement de balancier entre ces deux logiques. Aujourd'hui, le trait majeur est *le retour de l'Etat* comme assureur en dernier ressort, défenseur de la solidarité nationale, planificateur de la transition écologique. En effet les questions brûlantes sont nationales, internationales et mondiales. Ce n'est pas à cette échelle qu'opèrent les acteurs de l'économie sociale et solidaire, même si au niveau local ils participent à la recherche de solutions car ils n'ont pas la capacité de coordonner leurs efforts à l'échelle nationale encore moins mondiale.

- **Pour répondre aux enjeux actuels existe-t-il d'autres voies que l'économie sociale et solidaire et en quoi elles présentent des avantages que n'a pas l'ESS ?**

L'ESS est inégalement placée pour répondre aux trois enjeux de l'époque.

- Le plus menaçant est sans nul doute *écologique et environnemental*. Les jeunes générations se sont massivement engagées dans ce combat politique qui rencontre l'opposition de nombre d'intérêts solidement ancrés dans la société. Les jeunes entendent redéfinir la politique des Etats et faire émerger un nouvel ordre mondial. Les entités de l'ESS sont concernées mais leur cible est une redéfinition des priorités des gouvernements.
- Le second défi concerne l'émergence *d'un paradigme productif* mobilisant les potentialités de l'intelligence artificielle, y compris pour réduire l'empreinte écologique des sociétés. C'est le domaine des *grandes entreprises du numérique*, tant nord-américaines que chinoises. De même l'électrification fait appel à la production de nouveaux équipements qui exigent la mobilisation de capitaux considérables et de compétences spécifiques. Tels ne sont pas les domaines de spécialisation de l'économie sociale et solidaire car par exemple le statut des SCOP leur interdit d'étendre leur activité par un recours délibéré à l'endettement car cela menacerait leur viabilité à long terme.

- Les solutions apportées à ces deux enjeux ont en commun de buter sur le mur *des inégalités*. Par exemple une fiscalité écologique sans redistribution pénalise les plus faibles et l'intelligence artificielle implique une perte de pouvoir de négociation de la part des cols blancs, donc un risque accru de fragmentation de la société. *L'Etat* est l'acteur capable d'imposer des règles afin d'éviter un tel scénario. A son niveau l'ESS peut continuer à privilégier le lien social par rapport à l'accumulation de biens mais elle n'a pas cette capacité d'institutionnalisation.
- **Vers quoi, vers qui devrait-elle se tourner en priorité et au contraire de quoi, de qui devrait-elle s'affranchir pour parvenir à prendre une place incontournable et irrévocable dans l'économie d'aujourd'hui et/ou de demain ?**

A la lumière des analyses développées dans l'ouvrage » *L'économie sociale et solidaire, une utopie pour le XXIe siècle* », je propose trois directions de redéploiement.

D'abord, l'ESS prospère dans les secteurs de la *santé, l'éducation et la culture*. Or ces dépenses sont essentielles quant à la production de la société. De longue date j'ai avancé qu'ils constituent de fait l'armature d'un mode de développement, original, qualifié d'*anthropologique*, au sens où le travail est producteur de l'humain. Alors que la recherche du profit dans ces secteurs a accru les inégalités d'accès et les pertes de bien-être, les principes de l'économie sociale dessinent une tout autre trajectoire qui devrait avoir la préférence des citoyens. A leur façon, tant le Japon que le Danemark sont des variantes de ce mode de développement.

Ensuite coopératives, associations et mutuelles ne devraient plus se contenter de réparer les dégâts de la concurrence et de servir d'auxiliaire de la politique sociale de l'Etat. Elles devraient plutôt *densifier leurs relations mutuelles* et créer des synergies positives entre le crédit accordé par les banques coopératives, la production des SCIC, l'assurance fournie par les mutuelles, l'action des associations qui se concentrent sur l'insertion sociale. Bref, *transformer l'archipel qu'est l'ESS en un continent* capable de répondre aux besoins et attentes des citoyens afin de s'affranchir progressivement des contraintes que véhicule la concurrence exacerbée qu'impliquent le capitalisme de plateforme et la domination de la finance internationale.

Enfin, en une période où les *principes démocratiques* dépérissent dans la sphère politique, les citoyens peuvent s'investir dans un secteur qui a pour ambition de démocratiser l'activité économique au jour le jour. Ils peuvent ainsi explorer diverses solutions aux enjeux que sont le maintien du lien social, l'affirmation du principe de solidarité et la recherche de formes d'organisation innovantes en réponse à l'impératif écologique. Et ainsi insuffler un renouveau de la démocratie représentative.

- **Quel message avez-vous envie d'adresser aux pouvoirs publics pour qu'au-delà des discours convenus ils prennent réellement en compte les spécificités et les qualités de l'ESS ?**

De fait l'entreprise à but lucratif est la cible des différentes incitations de la politique économique et leur mise en concurrence est à la base des *appels d'offre de l'Etat et des*

collectivités locales. Les externalités positives de l'ESS devraient être prises en compte afin de donner leurs chances à cette alternative.

Si l'innovation technologique est l'apanage des jeunes pousses puis des grandes entreprises, l'ESS favorise *l'innovation sociale et organisationnelle* qui est un complément nécessaire. C'est important dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture. Dans les autres secteurs, de *nouvelles formes d'organisation du travail* sont permises grâce à la prise de parole des producteurs eux-mêmes.

Au niveau des territoires, l'économie sociale est bien placée pour articuler création de biens publics locaux et intérêts individuels et pour trouver *de meilleurs compromis* entre efficacité économique et maintien des collectivités locales. Ainsi pourraient être réduites les externalités négatives de la poursuite exclusive du profit par les entreprises qui rejettent sur l'Etat la prise en compte des coûts sociaux liés à leur gestion de l'emploi ?

Propos recueillis par Pascal Desreumaux pour l'Apes hdf

Pour en savoir plus :

Boyer Robert (2023) *L'économie sociale et solidaire : une utopie réaliste pour le XXIe siècle*, Les Petits Matins, Paris.

Boyer Robert (2015), « [L'essor du secteur de la santé annonce-t-il un modèle de développement anthropogénétique ?](#) », *Revue de la régulation*.